

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel

TEXTES ÉMIS EN NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 2007

ERRATUM pages 4 et 32 :

Au lieu de :

« **Délégation au développement et aux affaires internationales**

« Directive nationale d'orientation n° 2007/021 du 2 novembre 2007 pour 2008. »

Lire :

« **Direction de l'administration générale**

« Directive nationale d'orientation n° 2007/021 du 2 novembre 2007 pour 2008. »

Directrice de la publication : Catherine Ahmadi-Ruggeri
Rédactrice en chef : Marie-Liesse Baudrez
Secrétariat de rédaction : Centre de documentation juridique et administrative
Mission de la coordination documentaire
Contact : Véronique Van Temsche
Contact abonnement : Ernestine Gomis

Imprimerie du ministère de la Culture
et de la Communication

Ministère de la Culture et de la Communication
Direction de l'administration générale
Sous-direction des affaires financières et générales
Centre de documentation juridique et administrative
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 50 €

ISSN : 1295-8670

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Cabinet de la ministre

- Page 7 Décision du 6 novembre 2007 portant nomination des représentants de la ministre de la Culture et de la Communication au conseil d'administration de l'Institut national d'histoire de l'art.
- Page 7 Décision du 7 novembre 2007 relative à l'intérim des fonctions de président du conseil d'administration du Centre national des arts plastiques.

Direction de l'administration générale

- Page 8 Décision du 10 octobre 2007 portant nomination du secrétaire général du service de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles.
- Page 8 Arrêté du 6 novembre 2007 portant nomination des membres représentant l'administration au comité technique paritaire de l'administration centrale placé auprès de la secrétaire générale.
- Page 9 Arrêté du 6 novembre 2007 portant nomination des représentants du personnel au comité technique paritaire de l'administration centrale placé auprès de la secrétaire générale.
- Page 10 Décision du 20 novembre 2007 portant inutilité de divers ensembles immobiliers sis à Montigny-le-Bretonneux (Yvelines).
- Page 10 Décision du 26 novembre 2007 portant inutilité d'un ensemble immobilier sis au Mans (Sarthe), place Saint-Michel.
- Page 10 Décision du 30 novembre 2007 portant inutilité d'une maison dénommée « Pavillon Suard » sise à Fontevraud-L'Abbaye (49 - Maine-et-Loire).
- Page 11 Arrêté du 3 décembre 2007 approuvant le règlement intérieur du comité technique paritaire ministériel du ministère de la Culture et de la Communication.
- Page 13 Arrêté du 13 décembre 2007 modifiant l'arrêté du 6 novembre 2007 portant nomination des membres représentant l'administration au comité technique paritaire de l'administration centrale placé auprès de la secrétaire générale.
- Page 13 Arrêté du 14 décembre 2007 modifiant l'arrêté du 21 septembre 2007 portant nomination des membres représentant l'administration au comité technique paritaire ministériel.
- Page 14 Arrêté du 17 décembre 2007 modifiant l'arrêté du 21 septembre 2007 portant nomination des membres représentant l'administration au comité technique paritaire ministériel.

- Page 14 Arrêté du 21 décembre 2007 portant création d'une commission formation.
- Page 16 Arrêté du 21 décembre 2007 fixant le nombre de sièges accordés aux organisations syndicales représentées à la commission formation.

Direction des Archives de France

- Page 17 Instruction n° 2007/019 du 13 novembre 2007 relative à la mise à jour du règlement des archives spécifiques aux juridictions dépendant des cours d'appel de Colmar et de Metz (AD 91-4 du 10 juillet 1991).

Direction de l'architecture et du patrimoine

- Page 22 Arrêté n° 038 du 23 novembre 2007 portant classement au titre des monuments historiques, en totalité, du mémorial des Martyrs de la déportation situé 1-3-7, quai de l'Archevêché à Paris (4°).
- Page 22 Circulaire n° 2007/022 du 28 novembre 2007 relative à la gestion des biens français inscrits sur la liste du patrimoine mondial par l'UNESCO.
- Page 27 Arrêté n° 039 du 29 novembre 2007 portant classement au titre des monuments historiques de certaines parties du domaine du château de Valençay (Indre).
- Page 28 Arrêté n° 042 du 29 novembre 2007 portant classement au titre des monuments historiques des vestiges archéologiques du clos de la Lombarde à Narbonne (Aude).
- Page 29 Arrêté n° 043 du 10 décembre 2007 portant classement au titre des monuments historiques du château de Guiche (Pyrénées-Atlantiques).
- Page 30 Arrêté n° 044 du 17 décembre 2007 portant classement au titre des monuments historiques du bain rituel juif et de ses espaces annexes à Cavaillon (Vaucluse).
- Page 31 Arrête n° 045 du 21 décembre 2007 portant classement au titre des monuments historiques du hangar à avions de l'aérodrome de Thise (Doubs).
- Page 31 Arrêté n° 046 du 27 décembre 2007 portant classement au titre des monuments historiques du château de Droué, à Droué (Loir-et-Cher).

Délégation au développement et aux affaires internationales

- Page 32 Directive nationale d'orientation n° 2007/021 du 2 novembre 2007 pour 2008.

Centre national de la cinématographie

- Page 38 Décision du 5 novembre 2007 habilitant certains agents du Centre national de la cinématographie conformément à l'article 48 du Code de l'industrie cinématographique.
- Page 38 Décision du 30 novembre 2007 portant habilitation de certains agents du Centre national de la cinématographie conformément à l'article 14 du décret n° 90-174 du 23 février 1990 pris pour l'application des articles 19 à 22 du Code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des œuvres cinématographiques.

Centre des monuments nationaux

- Page 39 Décision n° 1303-2007-DAF3 du 12 novembre 2007 portant délégation de signature.
- Page 40 Décision n° 247-2007 du 19 novembre 2007 portant délégation de signature.
- Page 41 Décision n° IDF/2007 du 4 décembre 2007 portant délégation de signature.
- Page 41 Décision n° 1303-2007-PACA1 du 7 décembre 2007 portant délégation de signature.

Musée du Louvre

- Page 42 Décision n° DFJ/2007/16 du 21 décembre 2007 portant délégation de signature.

Musée du quai Branly

- Page 52 Délibération n° 07/19 du 29 novembre 2007 du conseil d'administration modifiant la composition de la commission des marchés.

Musée et domaine national de Versailles

- Page 53 Décision du 12 décembre 2007 portant création et organisation des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics et les accords-cadres passés par l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles et relevant du département des affaires financières et des services généraux.
- Page 54 Décision n° 2007-10 du 19 novembre 2007 portant délégation de signature.

Mesures d'information

- Page 56 **Relevé de textes parus au *Journal officiel***

- Page 70 **Réponses aux questions écrites**
(Assemblée nationale et Sénat)

Divers

- Page 73 Annexe de l'arrêté du 29 novembre 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *JO n° 13* du 16 janvier 2008) (Douai).
- Page 75 Annexe de l'arrêté du 29 novembre 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *JO n° 13* du 16 janvier 2008) (Montauban).

Page 77	Annexe de l'arrêté du 29 novembre 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au <i>JO n° 13</i> du 16 janvier 2008) (Tarbes).
Page 79	Annexe de l'arrêté du 29 novembre 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au <i>JO n° 15</i> du 18 janvier 2008) (Chalon-sur-Saône).
Page 81	Dérogations au délai vidéo.
Page 83	Bulletin d'abonnement.

et les priorités contenues dans la lettre de mission de la ministre de la Culture et de la Communication.

Les dotations des directions régionales des affaires culturelles incluent la réserve de précaution et sont calculées pour permettre en investissement la couverture des opérations FEDER et des engagements antérieurs dont le paiement est exigible à court terme. Cet effort de couverture des engagements antérieurs s'accompagne d'un resserrement des autorisations d'engagement qui seront réservées aux opérations considérées comme prioritaires figurant parmi celles inscrites dans les CPER 2007-2013. Il conviendra donc d'étaler les engagements et les paiements sur la durée de ces contrats. La participation de l'État devra être fixée en valeur absolue (euros courants) et non en pourcentage.

L'exercice de programmation des BOP 2008 sera donc un exercice très contraint en DRAC. Ceux-ci devront reprendre les priorités de la ministre et les orientations stratégiques des programmes, déclinées et adaptées au contexte de la région.

Je vous remercie d'apporter votre soutien aux directeurs régionaux des affaires culturelles dans le nécessaire dialogue avec les collectivités territoriales.

Il va de soi que, dans toute la mesure du possible, les services du ministère seront attentifs, dans le cadre d'une éventuelle levée de la réserve de précaution au cours de l'exécution 2008, au traitement des principales difficultés que vous pouvez rencontrer.

Le directeur du Cabinet,
Jean-François Hébert

Annexe 2 : Directive nationale d'orientation

Le directeur du Cabinet

à

Mesdames et messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles
sous couvert de madame et messieurs les préfets de région

Objet : Directive nationale d'orientation pour 2008.

PJ : Trois annexes relatives aux principales orientations des programmes

Le budget 2008 prend en compte l'objectif de maîtrise des dépenses affiché par le Gouvernement. Pour ce faire, un travail d'analyse des dispositifs d'intervention du ministère a été entrepris et ce travail sera poursuivi dans les prochains mois dans le cadre de la révision générale des politiques publiques. Votre

programmation budgétaire et vos politiques d'intervention devront faire l'objet du même exercice.

Sur la base des priorités définies ci-dessous, vous me proposerez une déclinaison territoriale des missions du ministère en 2008, prenant en compte le contexte de votre région.

Les projets que vous conduirez devront être porteurs des orientations figurant dans la lettre de mission de la ministre, et en particulier les trois grandes priorités suivantes.

1. La rencontre des publics avec la création et le patrimoine

Celle-ci doit être au cœur de la diffusion des créations artistiques, par l'encouragement des initiatives de médiation, d'apprentissage et d'éducation artistique et culturelle, pour tous les âges et prioritairement dans les territoires et auprès des publics éloignés de la culture.

Pour le patrimoine comme pour le spectacle vivant, votre action de conseil et de soutien doit prioritairement encourager et susciter la recherche permanente des publics, la mise en réseau des offres en région, les échanges de bonnes pratiques et la professionnalisation des services aux publics, sans oublier la diffusion numérique et dématérialisée des œuvres et des patrimoines qui doit pouvoir constituer une première voie d'accès pour des publics éloignés.

2. L'éducation artistique et culturelle

L'éducation artistique et culturelle est un axe stratégique de la mission de démocratisation culturelle. Le plan d'action, établi conjointement par le ministère de la Culture et de la Communication et le ministère de l'Éducation nationale, comporte cinq objectifs sur lesquels je vous demande de travailler en lien avec les services de l'Éducation nationale :

- développer à l'école l'accompagnement à l'histoire des arts et à la dimension culturelle de tous les enseignements ;
- permettre à tous les élèves l'exercice d'une pratique artistique ;
- renforcer le contact des élèves et de leurs enseignants avec les artistes et les professionnels de la culture ;
- participer à la formation initiale et continue des enseignants ;
- développer le partenariat entre les établissements scolaires et les établissements d'enseignement spécialisés d'une part, et rapprocher les IUFM et les établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère chargé de la culture, d'autre part.

3. La hiérarchisation des priorités et la cohérence dans les interventions du ministère

Je vous demande de poursuivre la généralisation des démarches de contractualisation, fondée sur la clarification des objectifs, l'optimisation des moyens publics et les principes d'une évaluation partagée. Ces démarches doivent désormais structurer les interventions du ministère.

Par le pilotage actif du pôle culture, vous coordonnerez les interventions du ministère en région et valoriserez les actions conduites, qu'elles passent par vos budgets (DRAC et SDAP), par celui des établissements, des SCN ou des actions pilotées par les services centraux, via notamment des appels à projets.

Dans le budget 2008, une nouvelle répartition de certaines interventions est envisagée entre les directions régionales, les directions centrales et les opérateurs présents en région, notamment le CMN et le CNC.

Je souligne la nécessité d'articuler votre programmation avec les orientations stratégiques nationales et régionales en cohérence avec les priorités de la ministre, à travers le renouvellement progressif des contenus et des conditions de partenariats avec les collectivités locales et les acteurs culturels, que nous devons accompagner dans cette transformation.

Dans le détail, vos budgets reposeront sur la déclinaison territoriale et opérationnelle des orientations stratégiques des programmes¹. Vous trouverez en annexe les indications des responsables de programme en ce qui concerne les actions du ministère en région. Ces éléments vous sont transmis pour vous aider à construire votre programmation ; il vous revient de les appliquer avec discernement en les adaptant au contexte régional en tant que de besoin.

Les responsables de programme ont affecté les crédits d'investissement à l'apurement des opérations FEDER et à la prise en compte des engagements antérieurs du ministère exigibles à court terme. C'est la priorité de vos budgets d'investissement pour 2008.

Cet effort de couverture des engagements antérieurs s'accompagne d'un resserrement des autorisations d'engagement. L'harmonisation entre le niveau des crédits de paiement et celui des autorisations d'engagement permettra à moyen terme de retrouver les marges de manœuvre nécessaires au lancement d'opérations nouvelles dans le respect des normes de

soutenabilité budgétaire de l'ensemble des budgets opérationnels en région.

Je souhaite que les autorisations d'engagement soient réservées aux opérations considérées comme prioritaires figurant parmi celles inscrites dans les CPER 2007-2013. Je vous invite à poursuivre une stratégie d'étalement des engagements et des paiements sur la durée du CPER. La participation de l'État devra être fixée en valeur absolue (euros courants) et non en pourcentage.

Un dialogue de gestion régulier entre les responsables de programme et les directions régionales ainsi que votre participation directe, dès la fin de cette année, à la préparation du budget 2009 et à la programmation pluriannuelle seront organisés.

Plus généralement, je vous demande d'engager des réflexions stratégiques partagées et des actions concertées en lien avec les autres pôles, pour renforcer la cohérence de l'État dans le développement de la démocratisation culturelle, de l'éducation artistique et culturelle et dans la recherche de mutualisation de certaines dépenses et de financements innovants.

Les possibilités du partenariat public-privé seront également favorisées, notamment en ce qui concerne le patrimoine, et vous devrez inciter les collectivités territoriales à y recourir pour les équipements culturels. Vous favoriserez les actions fondées sur les lois d'incitation au mécénat de 2002 et de 2003.

Les prochains mois seront l'occasion d'organiser quelques temps forts autour des 30 ans de la déconcentration, premières annonces des manifestations du cinquantenaire du ministère en 2009.

Le ministère doit valoriser la formidable réussite du développement culturel dans notre pays qui sert de référence au niveau européen notamment. Je considère que les directions régionales doivent être fières des résultats de leurs actions et notamment d'avoir incité et favorisé l'engagement des collectivités locales et des acteurs culturels.

Il revient désormais au ministère d'engager une nouvelle étape dans un paysage transformé par le partenariat entre collectivités publiques en faveur de la culture.

Le chantier de renouvellement des politiques d'intervention et de leurs modalités est devant nous. Je sais que je peux compter sur votre implication et je vous remercie d'y participer activement.

Le directeur du Cabinet,
Jean-François Hébert

¹ Documents des PAP 2008 disponibles sur le site du ministère des finances et sur Sémaphore

Annexe 3 : Principales orientations des programmes

Annexe A : Programme 175 - Patrimoine

La dotation 2008 laisse une large part à l'investissement qui représente plus de 80 % des crédits délégués.

Dans le domaine des monuments historiques, il importe de noter la re-budgétisation de la taxe attribuée en 2007 au CNIN d'un montant de 70 millions d'euros. Seuls les monuments nationaux seront en 2008 sous maîtrise d'ouvrage du CMN. Une information détaillée vous sera transmise prochainement sur les conséquences du dispositif de maîtrise d'ouvrage de l'État en 2008.

Le principe de la restitution de la maîtrise d'ouvrage au propriétaire établi par le décret du 8 septembre 2005 doit être pleinement pris en considération. Il vous est toutefois demandé d'achever les opérations en cours ou engagées pour lesquelles l'État a perçu des fonds de concours.

Les crédits de fonctionnement vous permettront de poursuivre la politique d'intervention dans les secteurs patrimoniaux. Les actions et les structures que vous soutenez devraient pouvoir conserver une aide comparable aux années précédentes.

Vous mettrez l'accent sur le soutien à l'emploi (scientifique et de médiation), et sur le développement des actions d'éducation artistique et culturelle. L'objectif est de toucher un nombre toujours croissant de jeunes d'âge scolaire, notamment dans les zones sensibles, urbaines ou rurales, grâce à des actions d'initiation de grande qualité.

Dans le cadre de l'application de la loi du 4 janvier 2002 relative aux musées de France, et tout particulièrement en raison des implications de l'article 12 (inventaire et récolement), vous développerez et soutiendrez des opérations contribuant à la connaissance scientifique et administrative, matérielle et sanitaire des collections.

Il vous est demandé par ailleurs de privilégier les actions favorisant la constitution de réseaux géographiques, scientifiques ou culturels entre les institutions patrimoniales.

La promotion de la qualité architecturale et urbaine doit constituer un axe fort de la rencontre avec le public, conformément aux orientations fixées par le président de la République dans son discours sur l'architecture du 17 septembre 2007, au palais de Chaillot.

Annexe B : Programme 131 - Création

Dans un contexte budgétaire particulièrement difficile, les éléments indicatifs qui sont proposés devraient permettre de conduire la programmation budgétaire le mieux possible.

Action 1 Spectacle vivant

Dans le domaine du spectacle vivant, la délégation de crédits qui vous est proposée a été construite pour vous donner autant que possible les moyens de construire un budget opérationnel de programme soutenable, qui puisse être exécuté dès le début de l'année 2008. Cela devrait permettre notamment de réduire les agios et les frais bancaires des institutions ou des équipes artistiques dont vous appuyez le fonctionnement, en versant leurs subventions dès l'ouverture de la gestion.

Dans le domaine de l'investissement, l'enveloppe de crédits de paiements mise à votre disposition vise en priorité à réduire la dette, en prenant d'abord en compte les engagements FEDER à solder d'ici la fin 2008. Une deuxième délégation pourra intervenir en cas de levée de la mise en réserve pour poursuivre le mouvement de désendettement ainsi engagé.

Les autorisations d'engagement sont calibrées au plus juste pour cette première délégation, afin de pouvoir poursuivre les opérations engagées et lancer celles qui sont les plus prioritaires au sein des nouveaux contrats de plan 2007-2013. En cas de levée de la mise en réserve, une délégation ultérieure pourra intervenir au vu des opérations que vous signalerez par ordre de priorité en conférences budgétaires et en cours de gestion.

Pour ce qui concerne les crédits de fonctionnement, leur stabilité impose une particulière rigueur dans la gestion 2008, compte tenu des besoins de mesures nouvelles à financer. C'est le sens de l'économie générale appliquée sur la dotation de fonctionnement dont vous disposerez en 2008.

Par ailleurs, des redéploiements ciblés et des mesures nouvelles vous sont proposés.

Dans le domaine de la musique, une remise à plat des financements que l'État apporte aux réseaux des opéras et des orchestres en région est amorcée. C'est à la lumière de critères combinant l'équilibre national et régional, le dynamisme des structures, la stabilisation de l'emploi, la rigueur de gestion des structures concernées, le rayonnement national et international, les engagements pris par l'État et son poids relatif

dans le financement, que des redéploiements et des mesures nouvelles sont proposés.

En matière de diffusion-pluridisciplinaire du spectacle vivant, l'ensemble des scènes nationales constitue une armature essentielle sur le territoire, en particulier pour des villes et agglomérations de 50 à 100 000 habitants. Leurs 70 théâtres offrent souvent le seul espace de référence permanent en termes d'accueil de l'actualité de la création contemporaine et ils sont des relais majeurs d'action culturelle et artistique afin de constituer, former et élargir les publics du spectacle vivant.

C'est pourquoi les moyens affectés à ce réseau sont globalement préservés. Cependant, il est souhaité que ceux-ci soient plus équitablement répartis au sein de ce réseau, au profit des artistes et du public, autour d'un socle commun de missions, dans le souci d'une réelle pluridisciplinarité. Dès 2008, un premier rééquilibrage au sein de ce réseau est donc proposé.

Le soutien aux centres dramatiques nationaux participe de l'effort important que l'État consent pour développer la création dramatique dans notre pays. Le nécessaire souci de rigueur, combiné à la montée inévitable des moyens de fonctionnement de certaines de ces institutions impose donc un effort particulier dans la gestion de ces institutions. La plupart d'entre elles, à l'exception de celles qui doivent recevoir des moyens nouveaux pour des raisons objectives, connaissent donc un gel de leurs moyens de fonctionnement de 3 %, qui ne pourra leur être restitué qu'en cas de levée de la mise en réserve de crédits qui vous est notifiée.

Dans le domaine du cirque et des arts de la rue, un nombre important de déconcentrations sont mises en œuvre, tirant le bilan des efforts importants menés pour le développement de ce secteur ces dernières années. Il vous est demandé de veiller à ce que les équipes dont le soutien vous est ainsi transféré bénéficient en 2008 des crédits qui vous sont déconcentrés.

Dans le domaine de la danse, les moyens des CCN et le réseau de partage qu'ils constituent sont préservés. La DMDTS travaillera avec vous en 2008 sur l'évaluation du dispositif des scènes conventionnées pour la danse, sur la mise en œuvre des centres de développement chorégraphique et de l'accueil studio qu'ils développent, et, plus généralement, sur l'évaluation nationale des outils de répétition et de création.

Des mesures nouvelles sont mises en place pour soutenir le réseau des SMAC, toujours prioritaire, ainsi que certaines lieux et scènes conventionnées dont

l'effort d'aide à la création ou à la diffusion, dans le domaine des publics ou du soutien d'une discipline artistique particulière, doit être encouragé.

La poursuite du mouvement de contractualisation engagé avec l'ensemble des réseaux institutionnels constitue une priorité rappelée par la ministre en présentant le budget du ministère pour 2008. Vous vous attacherez particulièrement à la stabilisation de l'emploi, à la qualité du travail de production, d'accueil et de résidence des équipes artistiques, à l'effort de développement qualitatif et quantitatif de la diffusion.

Vous veillerez à la rapidité et à la régularité des remontées d'informations sur la gestion et les publics des institutions que vous suivez, en relation avec les délégations et le secrétariat général (mission des réseaux pluridisciplinaires et bureau de l'observation du spectacle vivant). Les délais doivent être réduits, notamment pour renseigner les indicateurs de performance communiqués au parlement. Vous pourrez si vous le souhaitez conditionner le versement d'une partie de la subvention à la communication de ces données.

Vous m'informerez régulièrement des conséquences de l'ensemble des économies à mettre en œuvre et des redéploiements qui vous sont proposés ainsi que des éventuelles difficultés que vous pourrez rencontrer pour les réaliser, en veillant particulièrement à évaluer l'impact du calibrage des enveloppes qui vous sont proposées sur les équipes artistiques et les festivals.

Action 2 Arts plastiques

Dans le domaine des arts plastiques, la priorité se porte sur la poursuite de la mise en cohérence interne des réseaux des FRAC et centres d'art. Vous porterez une attention particulière à la rigueur de la gestion des moyens de fonctionnement de ces institutions afin que celles-ci puissent, en particulier, préserver leurs moyens d'acquisition et les actions de diffusion menées en direction des publics. Vous soutiendrez principalement les institutions qui, en partenariat avec les collectivités territoriales, structurent la politique des arts plastiques en région : les FRAC, notamment ceux de seconde génération, et les centres d'art ou pôles de référence en arts plastiques. Cette politique de consolidation des partenariats est à mener dans les domaines de la constitution et de la conservation des fonds d'art contemporain, de leur diffusion, de la médiation et de l'éducation artistique.

Les crédits finançant les projets de commande publique en région feront l'objet, comme en 2007, de délégations en cours d'année en fonction des projets approuvés par la Commission nationale de la commande publique.

En investissement, l'effort est porté principalement sur les grands équipements dont l'aménagement s'achèvera en 2008 en partenariat avec les collectivités territoriales.

Les conférences budgétaires permettront d'examiner, en particulier, les efforts d'amélioration du suivi de la gestion des structures d'art contemporain en région et les perspectives de conventionnement en partenariat avec les collectivités territoriales qui donneront plus de lisibilité et de visibilité à la politique de l'État en région dans le domaine des arts plastiques.

Action 3 Livre

La stabilité des crédits à l'action 3 doit vous permettre de poursuivre la promotion du livre menée au sein des structures régionales pour le livre soutenues en partenariat avec les collectivités territoriales, ainsi que de conforter les aides apportées au fonctionnement des médiathèques de proximité et de participer aux actions de développement de la lecture portées par des bibliothèques et des manifestations littéraires.

Les dotations de crédits de paiement prévues en investissement permettront d'apurer la dette sur les opérations de construction et d'équipement de médiathèques de proximité.

Je vous rappelle qu'aucune dotation de crédits déconcentrés n'est disponible sur cette action pour les demandes en investissement, qui ont vocation à être financées par la nouvelle 1^{re} part du concours particulier de la DGD. Il vous appartiendra en conséquence de redéfinir le calendrier et les tranches des opérations d'investissement prioritaires dans votre région.

Action 4 Industries culturelles

Livre

Dans le domaine de l'économie du livre, les crédits prévus s'inscrivent dans les nouvelles orientations de la politique du livre, qui découlent notamment des mesures proposées dans le cadre du rapport Livre 2010. Le soutien à la librairie indépendante, et au premier chef le maintien et le développement d'emplois qualifiés dans ces structures, dans la perspective de leur labellisation, est particulièrement prioritaire.

Les conférences budgétaires permettront éventuellement d'examiner l'articulation des aides centrales et déconcentrées avec les soutiens spécifiques qui peuvent être apportés par le Centre national du livre, afin d'éviter les éventuels doublons pour les manifestations littéraires d'intérêt national et international. Vous fournirez une liste (ou un fichier exporté d'Arpège) des manifestations de ce type que vous soutenez, en précisant les objets subventionnés.

Cinéma

La notification définitive de crédits interviendra immédiatement après les conférences budgétaires.

Dans le domaine du cinéma, le Centre national du cinéma prendra désormais directement en charge le soutien aux manifestations cinématographiques d'intérêt national et international. Vous en établirez la liste (ou un export Arpège) qui sera examinée en conférence budgétaire.

Cette clarification des sources de financement ne laissera à votre charge que celui des manifestations de promotion du cinéma d'intérêt strictement régional et l'accompagnement éventuel d'actions de médiation, en relation avec les crédits du programme 224.

Vous communiquerez également une liste (ou un export Arpège) des conventions pluriannuelles d'objectifs signées dans le domaine du cinéma avec les collectivités, détaillant les principaux axes d'intervention financière de l'État et leurs montants.

Vous construirez donc votre BOP hors crédits cinéma, ceux-ci seront délégués ultérieurement après les conférences budgétaires.

Annexe C : Programme 224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture

Dans le champ territorial, la priorité sera le renforcement des actions que vous menez pour développer l'éducation artistique et culturelle.

Conformément à la politique gouvernementale de soutien à l'enseignement supérieur, la seconde priorité sera **l'enseignement supérieur Culture** dont on commence à mesurer la réussite en matière d'insertion. Vous veillerez à maintenir les subventions de fonctionnement des écoles territoriales d'art ainsi que celles des structures de formation du spectacle vivant ; vous soutiendrez leurs efforts de mise en réseau.

La troisième priorité sera le soutien aux structures intervenant dans le cadre **d'actions en faveur des publics spécifiques** tout particulièrement celles concernant les personnes en situation de handicap, sous main de justice, hospitalisées, ou éloignées de l'offre culturelle pour des raisons sociales ou géographiques.

Dans un budget contraint, il vous incombera de faire les arbitrages nécessaires pour respecter ces priorités, en fonction du contexte de coopération avec les collectivités territoriales qui participent aux efforts pour l'éducation artistique et culturelle, en privilégiant les zones urbaines et rurales sensibles.

Vous diminuerez notamment les crédits dédiés à l'observation culturelle et ne prendrez pas d'engagements nouveaux dans le cadre de la coopération internationale, à l'exception des régions transfrontalières.

Par ailleurs, la poursuite de l'effort d'optimisation des moyens de fonctionnement de votre service est une nécessité. Je vous encourage à conduire une démarche de projet de service pour mieux articuler les actions des services départementaux de l'architecture et du patrimoine et celles de la DRAC, en développant la mutualisation de certaines fonctions de gestion.

Le champ de l'évaluation de nos actions, *via* le développement du contrôle de gestion, doit être encouragé.

CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE

Décision du 5 novembre 2007 habilitant certains agents du Centre national de la cinématographie conformément à l'article 48 du Code de l'industrie cinématographique.

La directrice générale du Centre national de la cinématographie,

Vu le Code de l'industrie cinématographique, notamment ses articles 47 à 49,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont habilités, conformément à l'article 48 du Code de l'industrie cinématographique, les agents du Centre national de la cinématographie ci-après désignés :

Xavier Albertella ;
Audrey Azoulay ;
Jean-Yves Billot ;
Richard Bitsch ;
Raphaël Ceriez ;
Chantal Couturier ;
Maurice Demichy ;
Stanimir Dobrev ;
Pierre Eynard ;
Gaspard Gantzer ;
Philippe Gautier ;
Valérie Goyard ;
Joëlle Guittet ;

Thierry Hébert ;
Fabienne Honnoré ;
Charlotte Huteaux ;
Olivier Lindois ;
Monique Ménager ;
Régis Orbillot ;
Josiane Panciatici ;
Philippe Poudensan ;
Dominique Renaud ;
Yves Rialland ;
Jean-Louis Tremblay ;
Laurent Vennier ;
Édith Rodier.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet du Centre national de la cinématographie.

La directrice générale du Centre national de la cinématographie,
Véronique Cayla

Décision du 30 novembre 2007 portant habilitation de certains agents du Centre national de la cinématographie conformément à l'article 14 du décret n° 90-174 du 23 février 1990 pris pour l'application des articles 19 à 22 du Code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des œuvres cinématographiques.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'industrie cinématographique, notamment ses articles 19 à 22 ;

Vu le décret n° 90-174 du 23 février 1990 modifié pris pour l'application des articles 19 à 22 du Code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des œuvres cinématographiques, notamment ses articles 11 et 14,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont habilités, conformément à l'article 14 du décret du 23 février 1990 susvisé, à effectuer tout contrôle conformément à l'article 11 du même décret, les agents du Centre national de la cinématographie ci-après désignés :

M. Xavier Albertella ;
M. Jean-Yves Billot ;
M. Richard Bitsch ;
M. Maurice Demichy ;
M. Stanimir Dobrev ;